

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : C.REVOL
☎ : 04.56.59.49.76
📠 : 04.56.59.49.96

ARRETE DE MISE EN DEMEURE N°2013351-0027

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le livre 1^{er}, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et le livre V, titre 1^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1, L.511-2, L.514-5 et le livre V titre IV ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n°2001-797 du 7 février 2001 réglementant les activités de la société ALLIMAND, située 1250 avenue Jean Jaurès à RIVES ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes, du 4 novembre 2013 (transmis au préfet de l'Isère le 3 décembre 2013), réalisé à la suite de la visite d'inspection courante effectuée le 24 octobre 2013 sur le site de la société ALLIMAND SA implanté au 1250 avenue Jean Jaurès sur la commune de RIVES ;

VU la lettre du 29 novembre 2013 par laquelle l'inspection des installations classées de la DREAL a transmis, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, son rapport à la société ALLIMAND SA et l'a informée de la proposition de mise en demeure concernant son site de RIVES ;

CONSIDERANT que lors de la visite du 8 octobre 2013, l'inspection des installations classées a constaté :

- que le sol situé sous l'installation de traitement de surface n'est pas muni d'un revêtement étanche et inattaquable,
- l'absence de dispositif de rétention au droit de la cuve de l'installation de traitement de surface,
- que les matériaux constitutifs de la double enveloppe de la cuve du bain actif ne sont pas résistants à l'action chimique des liquides contenus,
- l'absence de traçabilité du contrôle périodique des installations de traitement de surface,

- l'absence de certaines fiches de sécurité de produits et l'absence de l'étiquetage réglementaire sur la cuve du bain actif de traitement de surface,
- que les eaux de rinçage de l'activité de traitement de surface ne sont pas collectées mais directement infiltrées sur le site au moyen d'un puisard,
- que les stockages de liquides dangereux susceptibles de provoquer une pollution de l'environnement ne sont pas équipés de rétention,
- l'absence de liste des installations visées à l'article 2 & 4.6.1 de l'arrêté préfectoral n°2001-797 du 7 février 2001,
- l'absence d'identification des cuves de stockage de déchets,
- l'absence de plan des réseaux de collecte des effluents du site,
- l'absence de calcul et de suivi de la consommation spécifique en eau de l'installation de traitement de surface,
- l'absence de suivi des consommations d'eau (mesure de la quantité d'eau prélevée avec relevé régulier et enregistrement,
- que l'exploitant n'a pas attesté de l'existence et de l'entretien périodique d'un dispositif de disconnexion équipant le collecteur d'alimentation en eau du site depuis le réseau public de distribution d'eau potable,
- que le suivi annuel de la concentration des polluants susceptibles d'être présents dans les rejets atmosphériques de l'installation de traitement de surface n'a jamais été effectué, de même que le calcul annuel de l'estimation de émissions diffuses.

CONSIDERANT que le non respect des dispositions prévues par l'arrêté susvisé est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} – La société ALLIMAND SA est mise en demeure de régulariser la situation administrative de son site implanté au 1250 avenue Jean Jaurès sur la commune de RIVES, dans les délais suivants fixés à compter de la notification du présent arrêté, :

- de respecter, dans un délai de **15 jours**, l'article 11 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surface soumises à autorisation, rubrique n°2565 de la nomenclature des installations classées ;
- de respecter, dans un délai de **15 jours**, l'article 2 § 5.2.2.4 de l'arrêté préfectoral n°2001-797 du 7 février 2001 ;
- de respecter, **sous 1 mois**, l'article 2 § 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2001-797 du 7 février 2001 ;
- de respecter, **sous 1 mois**, l'article 3 § 3.2.1 et 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2001-797 du 7 février 2001 ;
- de respecter, **sous 1 mois**, l'article 3 § 3.2.6 de l'arrêté préfectoral n°2001-797 du 7 février 2001 ;
- de respecter, **sous 1 mois**, l'article 3 § 3.2.9 de l'arrêté préfectoral n°2001-197 du 7 février 2001 ;

- de respecter, **sous 1 mois**, l'article 2 § 4.6.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2001-797 du 7 février 2001 ;
- de respecter **sous 1 mois**, l'article 2 § 4.61 de l'arrêté préfectoral n°2001-797 du 7 février 2001 ;
- de respecter, **sous 1 mois**, l'article 2 § 4.3.2 de l'arrêté préfectoral n°2001-797 du 7 février 2001. Ce plan devra être tenu à jour ;
- de respecter, **sous 2 mois**, l'article 15 alinéa 4 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surface soumises à autorisation, rubrique n°2565 de la nomenclature des installations classées ;
- de respecter, **sous 3 mois**, l'article 21 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surface soumises à autorisation, rubrique n°2565 de la nomenclature des installations classées ;
- de respecter, **sous 3 mois**, l'article 35-alinéa 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de surface soumises à autorisation, rubrique n°2565 de la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 4 – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire du RIVES et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère et notifié à la société ALLIMAND SA.

Fait à Grenoble, le **17 DEC. 2013**

Le Préfet

*Pour le Préfet, par délégation
le Secrétaire Général*

Frédéric PERISSAT

